



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 22 au 26 janvier 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

5,1%

taux d'inflation sur un an au
mois de décembre en Afrique
du Sud (StatsSA)

Zoom sur la dernière étude du Forum Economique Mondial (WEF) – alerte sur la faible croissance en Afrique Australe

Le 10 janvier, le *Forum Economique mondial* (WEF) a publié la 19ème édition de son *Rapport sur les risques pour 2024*, synthétisant un sondage conduit auprès de 1 500 experts et décideurs issus du monde académique, des grandes entreprises, de gouvernements, ainsi que de communautés locales et internationales. Le rapport souligne le pessimisme ambiant qui ressort des consultations, dans un contexte international particulièrement incertain et marqué par des crises successives depuis plus de deux ans. Les sondés anticipent par ailleurs une dégradation de l'environnement économique dans les années à venir, avec quatre principaux risques, les changements démographiques, la polarisation de la société, la cyber-insécurité et les conflits armés internationaux. En Afrique australe, les principaux risques mis en avant diffèrent profondément et concernent la fragilité des fondamentaux socio-économiques : (i) croissance atone voir récession – premier risque identifié en Angola, Lesotho, Malawi et Zimbabwe et second pour l'Afrique du Sud ; (ii) un niveau structurellement élevé de chômage, premier risque au Botswana, troisième en Afrique du Sud et en Angola, (iii) des pressions inflationnistes élevées – second risque en Angola et au Botswana et troisième au Malawi et Zimbabwe. A noter également le risque de pénurie énergétique, premier défi identifié en Afrique du Sud et second au Zimbabwe, ce qui confirme l'impact majeur de la crise énergétique sur la confiance des agents économiques.

Sommaire :

Afrique du Sud

- La SARB met en avant l'impact des aides sociales sur l'inflation (*SARB*)
- La Banque centrale maintient son taux directeur alors que l'inflation baisse (*SARB & StatsSA*)
- L'agence de notation Fitch maintient sa notation à « BB- » (*Fitch*)
- S&P publie un rapport sur le secteur bancaire sud-africain (*S&P Global Ratings*)
- Les réserves d'or et de devises étrangères progressent (*SARB*)
- PetroSA fait le choix d'un homme d'affaires controversé pour financer l'exploration et les travaux de son nouveau projet gazier à Mossel Bay (*Daily Maverick*)
- Le gouvernement sud-africain va autoriser l'arrivée d'investisseurs financiers privés sur les projets de lignes de transmission d'Eskom (*Business Day*)
- L'ancien directeur de la centrale nucléaire de Koeberg, suspendu par l'ancien PDG d'Eskom André De Ruyter, est de retour (*Engineering News*)
- Le ministère des ressources minérales et de l'énergie (DMRE) a publié le projet de loi sur le gaz (Gas Amendment Bill) (*Business Tech*)
- Partenariat renforcé entre le français Eutelsat et le sud-africain Paratus Group pour le déploiement de l'internet satellitaire en Afrique du Sud (*Eutelsat OneWeb*)

Angola

- Le taux directeur reste inchangé malgré une inflation croissance (*Banco de Angola*)
- Les exportations de pétrole brut atteignent 8,63 Mds USD (*Novo Jornal*)

Malawi

- L'inflation atteint le niveau record de 34,5% au mois de décembre (*Reserve Bank of Malawi*)

Mozambique

- Accord entre le Mozambique et DP World pour le renouvellement de l'exploitation du port de Maputo et son agrandissement (*Engineering News*)

Zambie

- La Zambie adopte la 4G comme nouvelle norme et abandonne progressivement les réseaux 2G et 3G (*ITWeb Africa*)

Zimbabwe

- Le Zimbabwe interdit à son tour l'utilisation de Starlink (*ITWeb Africa*)

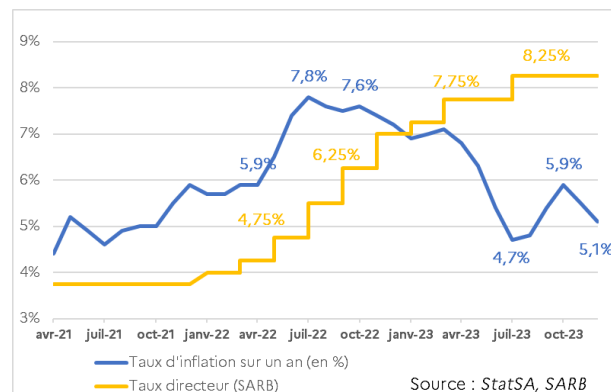
Afrique du Sud

La SARB met en avant l'impact des aides sociales sur l'inflation (SARB)

Le 12 janvier, la *South African Reserve Bank* (SARB) a publié une étude visant à mesurer l'impact des allocations sociales sur l'inflation, s'appuyant sur les données d'enquêtes annuelles sur la consommation des ménages entre 2009 et 2021. Pour rappel, dans un contexte socio-économique particulièrement dégradé (55% de la population sud-africaine vit en dessous du seuil de pauvreté national et l'indice de Gini mesurant le niveau d'inégalités, atteint 63 points, soit le plus haut niveau mondial), l'Afrique du Sud dispose d'un système de protection sociale développé, et composé d'une multitude d'allocations (*Social Distress Grant*, *Old Age Grant*, *Disability Grant*, *Child Support Grant* etc.). Le gouvernement mobilise environ 3,5% de son PIB pour financer le filet de protection social, dont bénéficie la moitié de la population. L'enquête établit des liens de corrélation (et non de causalité) importants entre les allocations sociales et la hausse des prix des biens et services consommés par les tranches de la population la plus démunie. Les allocations d'aide à l'enfance et d'aide au handicap soutiennent l'inflation des produits alimentaires et en particulier ceux dont l'offre est la moins élastique (produits périssables). Ainsi, une augmentation de 10% de l'allocation est corrélée avec une hausse de 0,24 point de l'inflation alimentaire. L'augmentation de l'allocation vieillesse entraînerait une hausse des prix des logements. En conclusion, l'étude contribue à alimenter la thèse de l'impact du système d'aide sociale sur les pressions inflationnistes, un effet d'autant plus vraisemblable lorsque les aides touchent une part importante de la population. A noter toutefois que ces conclusions sont à nuancer : certaines aides sociales coïncideraient en effet avec une modération des prix de certains biens – par exemple, l'allocation d'aide à l'enfance serait liée à une baisse de l'inflation des « logements, eau, gaz et électricité ». Alors que les discussions sur la pérennisation de l'aide sociale d'urgence *Social Distress Grant* se poursuivent (le gouvernement devrait trancher à ce sujet lors de la publication du budget national pour

l'exercice 2024/2025), l'étude met en avant un potentiel effet pervers de ce système sur les prix.

La Banque centrale maintient son taux directeur alors que l'inflation baisse (SARB & StatsSA)



Le comité de politique monétaire de la Banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank – SARB*) a décidé, à l'unanimité, de maintenir son taux directeur à 8,25% lors de sa réunion du 25 janvier. Cette décision intervient alors que l'inflation des prix à la consommation (IPC) a atteint 5,1% sur un an au mois de décembre, après 5,5% au mois de novembre – d'après les données de StatsSA. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont « les denrées alimentaires » (+8,5%, soit une contribution positive de +1,5 point), les « logement, eau et électricité » (+5,7%, soit +1,3 point et, dans une moindre mesure, les « transports » (+2,6%, soit +0,4 point) – dont la contribution diminue largement en lien avec la baisse des prix des carburants (-2,8% pour l'essence et -9,9% pour le diesel au mois de décembre). L'inflation a ainsi atteint 6% en moyenne 2023, soit la borne haute de la fourchette cible de la SARB (3 à 6%), avec une inflation cœur (inflation hors prix alimentaire et énergétique) à 4,9%. Malgré cette légère modération des pressions inflationnistes, la Banque centrale estime nécessaire de maintenir une politique monétaire restrictive, alors que les risques d'un rebond demeurent importants, dans un contexte économique dégradé et un environnement international incertain. Elle précise qu'une baisse du taux directeur requiert une inflation solidement ancrée aux alentours des 4,5%. La Banque centrale a également révisé ses projections de croissance légèrement à la baisse pour l'année 2023 (-0,1 point à 0,6%). Elle maintient toutefois ses anticipations à 1,2%

pour 2024. A noter que le prochain comité de politique monétaire se tiendra le 27 mars 2023.

L'agence de notation Fitch maintient sa notation du pays à « BB- » (Fitch)

Le 19 janvier, l'agence de notation Fitch Rating a maintenu la notation souveraine de l'Afrique du Sud à « BB- » (comme la Côte d'Ivoire et le Costa Rica par exemple), avec une perspective stable, soit trois rangs en deçà de la catégorie « investissement ».

Dans un communiqué, l'agence alerte sur les faibles anticipations de croissance, alors que l'activité demeure contrainte par les crises énergétiques et logistiques, ainsi que sur la dégradation des finances publiques. Le ralentissement de la croissance participe en effet à l'érosion des revenus fiscaux, alors que les dépenses devraient continuer de progresser sous l'effet de la hausse des salaires des fonctionnaires et des dépenses sociales. Le déficit devrait donc se creuser, à un niveau supérieur aux prévisions du gouvernement. Ainsi, sur l'exercice fiscal 2023/24, le déficit public devrait atteindre 4,7% du PIB (contre 3,7% en 2022/23 et 4% prévu dans le budget initial), avant d'augmenter à 4,8% en 2024/25. La dette devrait croître à 83,2% du PIB à l'horizon 2025 (contre 76% en 2023), soit près de 6 points de plus que les estimations du budget de mi-parcours présenté en novembre. Face à ces risques, S&P appelle le gouvernement à présenter un budget de consolidation pour l'exercice 2024/2025. A noter que le budget national sera présenté le 21 Février devant le Parlement.

S&P publie un rapport favorable sur le secteur bancaire sud-africain (S&P Global Ratings)

Le 18 janvier, l'agence de notation S&P Global Ratings a publié ses *Perspectives du secteur bancaire sud-africain 2024*. Il ressort de l'étude que le système bancaire demeure solide, bien capitalisé et profitable, malgré un ralentissement de l'activité. Les cinq banques systémiques sud-africaines (représentant 80% des actifs bancaires de l'économie) ont consolidé leurs ratios de capitalisation (*Tier 1*) en 2023. En parallèle, le ratio de rentabilité sur fonds propres devrait atteindre un niveau confortable de 16% en 2023, malgré une légère baisse (-1 point sur un an). La croissance du crédit est, en effet, restée

limitée en 2023 (+4,3% sur un an au mois de novembre), et devrait rester faible en 2024 (anticipation de +5%), à un niveau équivalent aux anticipations de l'inflation. L'activité du secteur est contrainte par les taux d'intérêt élevés (taux directeur de la SARB de 8,25%, un niveau supérieur de deux points à celui de mars 2020). Dans cet environnement, la demande de crédit des ménages et du secteur privé reste donc réduite, alors que l'appétit des banques pour le risque a tendance à reculer. Ainsi, les banques sud-africaines ont augmenté l'acquisition d'obligations souveraines, qui représentent désormais 15% des actifs bancaires contre 10% en 2015. Selon S&P Global Ratings, les banques ont la capacité d'absorber davantage de titres souverains.

Les réserves d'or et de devises étrangères progressent (SARB)

Selon les données de la Banque centrale sud-africaine (SARB), les réserves sud-africaines d'or et de devises étrangères ont atteint 62,5 Mds USD à la fin du mois de décembre, en hausse de 2,3% sur un trimestre (+1,4 MUSD) et 3,2% sur un an (+1,9 MUSD). Cette variation s'explique principalement par la hausse des réserves en or (+800 MUSD à 8,3 MUSD représentant 13% du total des réserves) portée essentiellement par l'appréciation du cours de l'or sur les marchés (+10,6%) et dans une moindre mesure par la hausse des liquidités internationales, réserves de changes mobilisées pour financer les déficits de la balance des paiements (+1,1% à 500 MUSD).

PetroSA fait le choix d'un homme d'affaires controversé pour financer l'exploration et les travaux de son nouveau projet gazier à Mossel Bay (Daily Maverick)

Le projet gazier de PetroSA à Mossel Bay continue d'accumuler les polémiques. En plus d'avoir confié à GazpromBank le soin de relancer la raffinerie de Mossel Bay, il semble que PetroSA ait choisi Equator Holdings, dirigé par Lawrence Mulaudzi, un homme d'affaires controversé, pour financer le forage et la mise à niveau des infrastructures off-shore (centrale flottante, pipeline sous-marine) du projet. Il semblerait que de nombreuses irrégularités auraient été commises durant le processus de sélection du partenaire puisque Equator

Holdings a été choisi sans répondre aux critères demandés. Equator Holdings avait également candidaté à l'appel d'offres remporté par GazpromBank (centrale de liquéfaction) mais avait été disqualifié avec une note de 0 sur 100 car l'existence de l'entreprise n'avait pas pu être établie. Concernant le financement et le forage, une offre, a priori plus crédible, aurait été présentée par Theza Oil & Gas mais PetroSA serait intervenu (version démentie par les intéressés) pour faciliter la création d'une coentreprise : EquaTheza (90% Theza et 10% Equator) et préserver les intérêts d'Equator. M. Mulaudzi bénéficie de nombreuses connections politiques controversées. Son nom a ainsi été mentionné 176 fois dans le rapport final de la commission Mpati sur la corruption et les malversations au sein de la Public Investment Corporation (PIC), l'un des principaux gestionnaires d'actifs de l'Etat sud-africain. De même, M. Mulaudzi avait bénéficié d'un mariage d'entreprises arrangé pour la reprise des parts de Tosaco dans un projet extractif mené par Total Energies. Il a également été accusé d'avoir acheminé de l'argent vers une société liée au vice-président du parti Economic Freeform Fighters (EFF), Floyd Shivambu, et vers un trust lié à l'ancien trésorier de l'African National Congress (ANC), Zweli Mkhize.

Le gouvernement sud-africain va autoriser l'arrivée d'investisseurs financiers privés sur les projets de lignes de transmission d'Eskom (Business Day)

Le gouvernement sud-africain devrait bientôt encourager les investissements privés dans les infrastructures de transmission électriques du réseau d'Eskom. Ces investissements devraient se faire dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) avec la nouvelle société de gestion du réseau électrique National Transmission Company South Africa (NTCSA), issue du dégroupage en cours de l'électricien national. Il semblerait que le modèle privilégié serait celui du *build-operate-transfer* (BOT) afin d'intégrer les ressources l'expertise d'opérateurs

externes tout en gardant la propriété publique des réseaux, grâce à la rétrocession prévue à la fin de la concession. Le Ministre de l'Electricité Ramogkopa a ainsi déclaré mardi 16 janvier 2024 qu'il était important que l'Etat reste pleinement propriétaire du réseau. Il a également mentionné que des fonds du Just Economic Transition Partnership (JET-P) mis à disposition par une coalition de pays, dont la France, seraient disponibles pour aider à financer l'expansion du réseau électrique. Cette décision est notamment motivée par l'incapacité d'Eskom à financer et construire les près de 14 000 kms de ligne électrique nécessaire d'ici 2032 pour mener à bien les nouveaux projets d'énergies renouvelables.

L'ancien directeur de la centrale nucléaire de Koeberg, suspendu par l'ancien PDG d'Eskom André De Ruyter, est de retour (Engineering News)

M. Velaphi Ntuli est redevenu directeur général de la centrale nucléaire de Koeberg après avoir été suspendu en juin 2021 pour des questions de performance. M. Ntuli avait été suspendu par l'ancien PDG d'Eskom, André de Ruyter, à la suite de retards dans les travaux de remise en service de l'unité 1 de la centrale. En novembre dernier, il avait été disculpé de la responsabilité de ces mauvaises performances par Eskom, ce qui lui a permis de pouvoir reprendre son ancien poste. Durant ce laps de temps, il avait été muté au poste de directeur général pour le charbon et les technologies propres à Eskom.

Le ministère des ressources minérales et de l'énergie (DMRE) a publié le projet de loi sur le gaz (Gas Amendment Bill) (Business Tech)

Le ministère des ressources minérales et de l'énergie (DMRE) a publié le projet de loi sur le gaz (Gas Amendment Bill), à la suite de l'IRP 2023, confirmant ainsi l'accent mis sur le gaz dans la stratégie énergétique du pays. Le projet de loi consiste à modifier et préciser la loi sur le gaz de 2001 et notamment en rajoutant le

développement des projets de centrale électrique au gaz (gas-to-power) comme mis en avant dans l'IRP 2023. Un autre élément est la mention du développement du transport de gaz avec d'autres pays ; on peut penser notamment au Mozambique où Total Energies envisage de construire à Matola, à côté de Maputo, un terminal GNL avec un fort potentiel d'exportation vers l'Afrique du Sud. Il précise également la primauté du DMRE, sur les décisions relatives à des projets gaziers et notamment leurs attributions. Une autre nouveauté est la possibilité pour le régulateur sud-africain, le National Energy Regulator of South Africa (NERSA), qui dépend du DMRE, de plafonner le prix de vente du gaz par les entreprises afin qu'il ne soit pas « déraisonnable ». Ce dernier terme n'est pas précisément défini et pourrait être sujet à débat et interprétation d'autant plus que le texte rappelle que les tarifs exercés doivent permettre à l'entreprise exploitante de faire du profit selon le degré de risque du projet. L'accent est aussi mis sur une plus forte participation des catégories de population sud-africaines noire, indienne et *coloured* dans les projets gaziers via la législation Broad-Based Black Economic Empowerment (B-BBEE). Il est également dit que la formation de main d'œuvre locale qualifiée doit être promue, confirmant ainsi les politiques antérieures du gouvernement sud-africain sur le sujet. Le projet de loi mentionne également l'hydrogène comme partie intégrante de l'écosystème gazier. La notion de projet durable est également ajoutée sans que cela n'aille toutefois plus loin qu'une simple mention.

Partenariat renforcé entre le français Eutelsat et le sud-africain Paratus Group pour le déploiement de l'internet satellitaire en Afrique du Sud (*Eutelsat OneWeb*)

Le Groupe Eutelsat a annoncé que Paratus South Africa, l'un des principaux fournisseurs de connectivité spécialisée, et Eutelsat OneWeb ont conclu un partenariat pour renforcer l'offre de connectivité de Paratus en Afrique du Sud. Ce nouvel accord entre les deux groupes, grâce à

l'introduction du service Eutelsat OneWeb, va permettre de renforcer l'offre de Paratus Group destinée aux entreprises opérant dans les régions reculées du pays, notamment dans les secteurs de la vente au détail, de la banque, de l'exploitation minière, de l'agriculture et du tourisme. De son côté, Eutelsat OneWeb a maintenant activé ses portails de réseau satellitaire (SNP) en Afrique du Sud et à Maurice, avec des sites de stations terrestres supplémentaires au Ghana et en Angola prévus prochainement.

Angola

Le taux directeur reste inchangé malgré une inflation forte et croissante (*Banco de Angola*)

Le 19 janvier, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Banco Nacional de Angola*) a laissé inchangé son taux directeur à 18%, fixé en le 21 novembre dernier. A l'exception, du taux de réserves obligatoires en monnaie nationale, relevé à 20% (+2 points), la *Banco Nacional de Angola* maintient sa politique monétaire malgré l'accélération des pressions inflationnistes : l'inflation sur un an a en effet atteint 20% au mois de décembre, en hausse pour le huitième mois consécutif (+10,6% en avril 2023). Pour rappel, la Banque centrale a pour objectif, à moyen terme, d'atteindre un taux d'inflation à un chiffre mais prévoit une inflation de 19% des prix à la consommation en 2024. Cette évolution s'explique notamment par une progression de la base monétaire en 2023 (+34% - M0) alimentée par l'effet expansionniste de l'application des taxes et la croissance du crédit au secteur privé (+18,5%). L'institution s'inquiète par ailleurs de la contraction de l'excédent de la balance commerciale des biens, dont le niveau (20,9 Mds USD sur les dix premiers mois de 2023) s'est réduit de 36,3% par rapport à la même période de l'année précédente. A noter que les réserves progressent et demeurent à un niveau satisfaisant (14,7 Mds USD, soit l'équivalent de 8,3 mois d'importations, contre 14,2 Mds USD et 7,6 mois d'importations en

septembre). Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 15 mars.

Les exportations de pétrole brut atteignent 8,63 Mds USD en 2023 (Novo Jornal)

Les résultats préliminaires de la production pétrolière de l'Angola ont été présentés ce mercredi par le secrétaire d'État angolais au pétrole et gaz, José Barroso, et montrent que l'Angola a exporté 386,42 millions de barils de pétrole brut en 2023 contre environ 391,92 millions de barils de pétrole brut l'année précédente. Il a souligné que la Chine était la principale destination des exportations de pétrole brut angolais, avec 52,82 %, suivie de l'Espagne avec 8,49 %, des Pays-Bas et de l'Inde avec 6,63 % et 6,49 % respectivement.

Malawi

L'inflation atteint le niveau record de 34,5% au mois de décembre (Reserve Bank of Malawi)

Selon la banque centrale du Malawi (Reserve Bank of Malawi), l'inflation a atteint 34,5% sur un an au mois de décembre, contre 33,1% le mois précédent. L'indice des prix à la consommation atteint donc un point haut depuis avril 2013 et progresse pour le deuxième mois consécutif, après un bond de 6,2 points au mois de novembre. L'indicateur est notamment porté par la hausse des prix des denrées alimentaires (+43,5% après 41,7% au mois de novembre). Cette dynamique soudaine s'explique par une inflation importée, liée à la dévaluation de la devise locale – kwacha - en novembre (-44% pour atteindre la parité de 1691 ZMW pour 1 USD). En parallèle, le comité de politique monétaire de la Banque centrale malawite, qui s'est réuni le 27 octobre, a maintenu son taux directeur à 24% ; après une hausse cumulée de 6 points de pourcentages entre avril et août 2023.

Mozambique

Accord entre le Mozambique et DP World pour le renouvellement de l'exploitation du port de Maputo et son agrandissement (Engineering News)

Le Mozambique a approuvé le renouvellement du contrat d'exploitation du port de Maputo auprès d'un consortium mené par l'opérateur portuaire dubaïote DP, et qui comprend également un projet de développement pour un montant de 2 Mds USD. Le consortium, qui associe également l'opérateur ferroviaire public du Mozambique (Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique), a obtenu une prolongation de 25 ans, jusqu'en 2058. L'accord prévoit des investissements de près de 1,1 Md USD d'ici 2033, date à laquelle la concession initiale devait prendre fin. L'expansion du port est motivée par la croissance record de ce dernier qui bénéficie de la déliquescence logistique de ses voisins sud-africains (Durban, Richards Bay). Ainsi, la capacité du port devrait être portée à 54 millions de tonnes par an d'ici 2058, contre 37 millions de tonnes cette année. Cela inclut l'extension d'un terminal charbonnier à Matola, près de Maputo, qui passera de 7,5 millions de tonnes à 18 millions de tonnes par an. La capacité annuelle d'expédition de conteneurs quadruplera presque pour atteindre un million d'unités au cours de la même période.

Zambie

La Zambie adopte la 4G comme nouvelle norme et abandonne progressivement les réseaux 2G et 3G (ITWeb Africa)

Afin d'améliorer la connectivité du pays, la Zambie adopte l'internet de quatrième génération (4G) comme norme. A mesure que le réseau 4G sera progressivement déployé, il remplacera les infrastructures 2G et 3G existantes. M. Felix Mutati, ministre de la science et de la technologie, a déclaré "qu'à partir de maintenant, toutes les tours ne seront équipées que de la 4G". Il a également mentionné que l'accès à l'internet s'était amélioré de 5 % l'année dernière, pour atteindre 58 %. Les principaux opérateurs mobiles en Zambie sont Airtel, MTN et l'entreprise publique Zamtel. MTN a été le premier à lancer un service 4G dans le pays en 2014. L'opérateur basé en Afrique du Sud a également été le premier à lancer la 5G en 2022. Côté infrastructures, un protocole d'entente avait été signé en septembre 2023 entre le gouvernement zambien et le groupe chinois Huawei, prévoyant notamment la contribution de l'entreprise chinoise au développement du secteur numérique dans le pays via le déploiement d'infrastructures de réseaux.

Zimbabwe

Le Zimbabwe interdit à son tour l'utilisation de Starlink (ITWeb Africa)

La Postal and Telecommunications Regulatory Authority of Zimbabwe (POTRAZ), l'autorité zimbabwéenne de régulation des télécommunications, a averti que les personnes et les entreprises qui distribueraient des équipements permettant d'accéder aux services Internet Starlink et en feraient la publicité risqueraient d'être arrêtées. L'autorité se préparerait à des opérations, notamment dans la capitale Harare, pour empêcher l'utilisation de Starlink dans le pays au motif qu'aucune licence de télécommunications à l'entreprise n'a été pour l'instant accordée. De même en Afrique du Sud, l'Independent Communications Authority of South Africa (ICASA) a récemment rappelé l'interdiction des solutions de Starlink, bien que près de 14 000 kits aient été importés dans le pays au cours de l'année précédente.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr